

Blanquer, Macron, Institut Montaigne : les réseaux d'une réforme de l'Education et de l'Etat au profit des entreprises privées

Ce dossier de presse est un élément de compréhension des nouveaux réseaux politico-entrepreneuriaux qui structurent le champ politique dans le domaine de l'éducation. Il permet de comprendre qui sont les artisans de ce que l'on nomme les « réformes » de l'éducation et plus largement des services publics et de l'Etat. Le lecteur constatera que ces changements profonds ne sont plus imaginés principalement par les partis politiques, encore moins par des procédures démocratiques soucieuses de prendre en compte les acteurs de terrains.

Depuis une dizaine d'années se développent des think tanks tels que l'Institut Montaigne composés d'experts autoproclamés et financés par des grandes entreprises,. Leur stratégie est d'imposer leur vision libérale de la société en influençant des têtes de réseaux économiques et politiques puis en prenant en main directement les commandes de l'Etat : dès 2016 Médiapart et d'autres journaux dévoilent que l'adresse de campagne d'Emmanuel Macron est la même que celle du directeur de L'institut Montaigne et son programme est calqué sur les préconisations de l'institut.¹ M Blanquer quant à lui est issu directement de ce réseau, étant entouré par exemple de membres de l'institut au sein même de son ministère. Toute une série de liens apparaissent clairement au sein d'un réseau réservé à des individus influents et puissants économiquement et qui se passe de l'avis des populations.

Ce dossier est construit à partir de sources journalistiques réputées sérieuses ainsi que des sites des organismes cités dans cet article. Nous refusons toute utilisation des données de ce dossier par des mouvements complotistes ou d'extrême droite

Ce dossier est le fruit d'une collaboration entre ATTAC Rennes et le collectif contre les Réformes Blanquer 35

1 L'Express, 7 juin 2016, https://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-son-mouvement-en-marche-intimement-lie-a-l-institut-montaigne_1780429.html

1- Plus discret, plus efficace que le MEDEF : l'institut Montaigne création de AXA Assurances

Le début des années 2000 est marqué par le renouvellement des pratiques pour influencer le domaine politique. **L'institut Montaigne est alors créé par Claude Bébéar, PDG de Axa assurances, géant de l'assurance mondiale et 1ère entreprise du secteur avec un chiffre d'affaires de plus de 100 milliards d'euros en 2018.** L'Institut montaigne quant à lui est doté aujourd'hui d'un budget de 4,1 millions d'euros, cela fait de lui le lobby le mieux financé, avant Terra nova (à l'origine de la loi travail qui précarise le statut de salarié) et de l'IFRAP (néolibéral)²



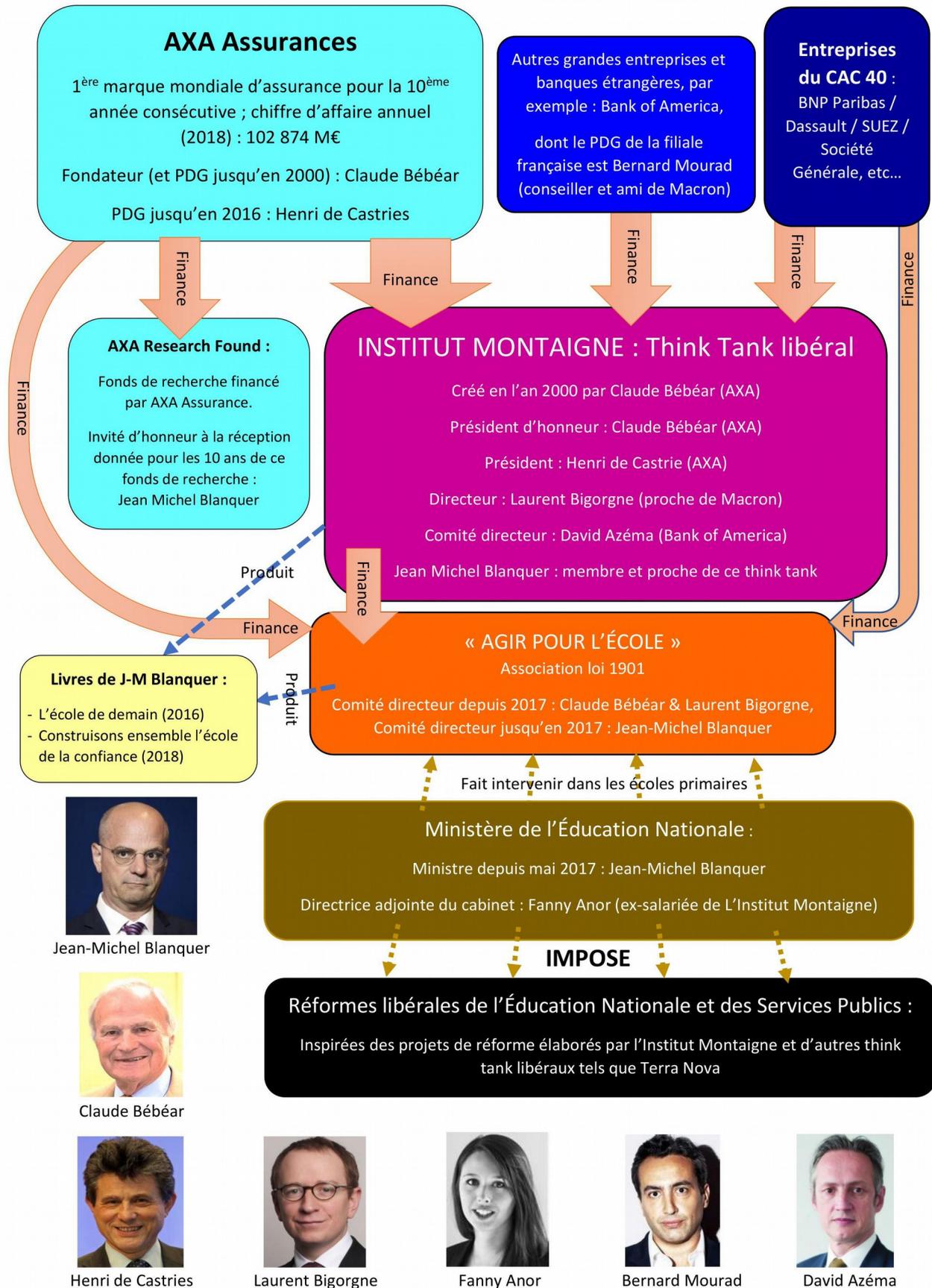
Au début des années 2000 le MEDEF souffre d'une image négative auprès des salariés. Il s'agit alors de créer un organisme composé d'experts à l'apparente neutralité scientifique mais dont les préconisations sont libérales et favorables aux entreprises qui les financent. « En Marche, n'est peut-être ni de droite ni de gauche. Mais il est très proche de l'idéologie libérale de l'Institut Montaigne, lui-même parfaitement compatible avec les idées du [Medef](#). »³ selon l'Express.

La grande majorité des réformes en cours (éducation, fonction publique, retraites, numérique....) découlent des rapports émis par l'IM. Nous nous concentrerons sur les réseaux qui ont abouti aux réformes de l'éducation et de la fonction publique.

2Terra Nova lié à la CFDT et à l'aile libérale centriste et l'IFRAP feront l'objet d'une analyse ultérieure quant à Claude Bébéar celui-ci est aussi un des principaux soutien de la manif pour tous opposée au mariage homosexuel.

³ L'Express, 7 juin 2016, https://www.lexpress.fr/actualite/politique/macron-son-mouvement-en-marche-intimement-lie-a-l-institut-montaigne_1780429.html

2- Blanquer : Agir pour l'école, Axa assurances, Bigorgne, Macron, Montchalin....



En observant l'organigramme fourni dans ce dossier on peut tout d'abord observer une chose M Blanquer n'est pas un simple exécutant il au cœur de réseaux. Le directeur de l'IM est **Laurent Bigorgne**, qui est également président de « **Agir pour l'école** », association qui tente d'imposer ses méthodes d'apprentissage très contestées et dont M Blanquer a été membre du comité directeur. Conséquence : les livres de M blanquer tels que « l'école de demain » ont été construits avec agir pour école et l'institut montaigne.



« L' ÉCOLE DE DEMAIN » PAR J.M-. BLANQUER

27 NOVEMBRE 2016 AGIR POUR L'ÉCOLE LIVRE

FONDAMENTAUX, ÉCOLE, AMBITION, APPRENTISSAGE, LECTURE, MATERNELLE, NUMÉRIQUE, PRIORITÉ, RÉUSSITE



Jean-Michel Blanquer est Directeur Général de l'ESSEC Business School. Ancien Directeur de l'Enseignement Scolaire, ancien Recteur de l'académie de Guyane et de l'académie de Créteil, il est également membre du comité directeur d'Agir pour l'école.

Capture d'écran réalisée par le magazine capital



Henri de Castries, Pdg de Axa assurances de 2002 à 2016, est le président actuel de l'Institut Montaigne (déçu de ne pas avoir épousé une carrière politique avec Fillon lors des dernières élections) et Claude bébéar qui en est désormais le président d'honneur.⁴ (annexe 1) On retrouve au sein d'Agir pour l'Ecole, Claude Bébéar et Françoise Colloch, qui a accompagné Claude Bébéar dans la construction du groupe

⁴ Pour toutes ces considérations organisationnelles voir les annexes de ce dossier et les sites des organismes cités

AXA. (annexe 2) Il est intéressant de voir qui sont les financeurs d'agir pour l'école : on retrouve évidemment AXA, mais aussi Ardian ancienne société d'AXA, l'institut Montaigne, Dassault....

Revenons sur **Laurent Bigorgne** : celui-ci est un ami d'Emmanuel Macron depuis 17 ans, **il prend la tête de l'Institut Montaigne sur l'insistance de Claude Bébéar** à partir de novembre 2010. Ancien prof d'histoire géo, il fournira en tant que directeur de l'IM l'adresse de sa compagne **Véronique Bohuis comme adresse de Campagne pour de le mouvement LREM** d'emmanuel Macron. Laurent Bigorgne écrit aussi ses discours politiques .⁵



Laurent Bigorgne directeur de l'Institut Montaigne

Il est aussi vice président de Teach For France, organisation issue de Teach For All organisation américaine très critiquée aux Etats Unis, et qui impose ses enseignants formés sur des critères entrepreneuriaux en France notamment dans la région Ile de France.⁶



Jean-Michel Blanquer Ministère de l'Education

M. Blanquer quant à lui est un pilier du gouvernement. **Il restructure le ministère de l'éducation autour d'une équipe restreinte d'une dizaine de personnes dont Fanny Anor ex-salariée de l'Institut Montaigne**⁷. M Blanquer sera aussi l'invité principal de « la soirée exceptionnelle » organisé par...**AXA Research Fund** en 2018, un fond de 189 millions qui finance des chercheurs à travers le monde (voir

⁵ « Ces réseaux économiques sur lesquels Emmanuel Macron peut s'appuyer », Le Figaro, 8 Juin 2017

⁶ « L'Institut Montaigne en charge du grand débat ? » Le café pédagogique, 15 janvier 2019

⁷ Nominations au cabinet de Jean-Michel Blanquer, l'Etudiant, juin 2017,
<https://www.letudiant.fr/educpros/nominations/qui-compose-le-cabinet-de-jean-michel-blanquer.html>

annexe 3) :le lobbying scientifique est décidément inscrit dans les gènes « altruistes » de Axa Assurances....

Enfin, selon un article Ouest France, on constate que le groupe Bildeberg,dont l'objet est de réunir régulièrement les personnalités économiques et politiques de ce monde, (et qui fait l'objet de nombreux fantasmes dans les milieux conspirationnistes) a invité M Blanquer⁸ en 2018 et que les invités triés sur le volet de ces réunions sont choisis par...Henri de Castries, président de l'IM, Ex Pdg d'AXA , et aussi président du groupe Bildeberg: « *Sous l'égide du président du comité de direction, le Français Henri de Castries (ex-PDG du groupe d'assurances Axa), des invités de 23 pays seront présents. Entre autres, ses compatriotes Jean-Michel Blanquer (ministre de l'Éducation)...* » (Ouest-France)



Amélie de Montchalin, ex-salariée de AXA assurances et secrétaire d'État aux affaires européennes

Une dernière chose et non des moindres : **Amélie de Montchalin**, ex-salariée de AXA assurances responsable du lobbying au niveau du parlement européen, est désormais...secrétaire aux affaires européennes⁹, remplaçant Nathalie Loiseau partie en campagne pour LREM. Montchalin pensait devenir ministre, or elle ne fut que secrétaire d'Etat, et pour AXA, encore mieux que le lobbying, cette position de pouvoir semble représenté un réel intérêt.¹⁰

3- Le comité directeur et les financeurs de l'Institut Montaigne : de Macron à Blanquer, de AXA à Bank of America ou l'art du donnant-donnant

L'institut Montaigne est financé par toute une série de très grandes entreprises (AXA, BNP Paribas, Vinci, Engie, Bank Of America...) qui ont compris l'intérêt de soutenir des lobbys qui vont leur permettre de prendre en main les commandes de l'Etat, et d'imposer leur vision économique de la société
« *Près de 95% de nos revenus provient des dons de nos membres, ne donnant lieu à aucune contrepartie autre que symbolique en faveur du donateur. Les autres sources de revenus proviennent de nos produits financiers.* »(Statuts de l'IM). Aucune

8 « Le mot du jour : Bildeberg », Ouest France, Edition du soir, 7 juin 2018 <https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/data/26967/reader/reader.html#!preferred/1/package/26967/pub/39086/page/8>

9 « Remaniement : une ex-AXA au gouvernement, l'argus de l'assurance, 1^{er} avril 2019

10 « Monchalin fut « directrice de la prospective et du suivi des politiques publiques (c'est-à-dire [lobbyiste](#)) pour le groupe [Axa](#) de 2014 à 2017. selon Wikipédia et aussi [↑ Anne-Sophie Mercier](#), « Scoute que coûte », [Le Canard Enchaîné](#), 10 avril 2019. »

contrepartie à part symbolique ? On pourrait sérieusement en douter car il va de soi que **soutenir ce type d'organisme est hautement rentable pour les entreprises** . En effet c'est ce qui leur permettra de privatiser des pans de l'économie, des services publics, la sécurité sociale, de modifier la législation sociale...les gains sont au illimités.

Mais au delà, c'est aussi un moyen personnel de faire du réseau, pour trouver des places au sein du milieu politique et économique, un moyen personnel de renforcer son pouvoir d'influence au sein de la sphère politique et économique. Tous les acteurs sont dans un jeu « gagnant-gagnant » comme ils aiment à dire : mais seulement pour eux.

-Bank of america : David Azéma, Bernard Mourad, LREM



David Azéma, vice président de l'institut Montaigne et ex vice président de Bank of America Europe

Le comité directeur est composé tout d'abord d'un vice président : **David Azéma**. Celui-ci a travaillé en tant que Directeur pour SNCF ou Kéolis mais il a surtout travaillé pour **Bank Of américa** de 2014 à 2017 « pour se faire de l'argent », en tant que vice président pour « l'Europe, le moyen orient et l'afrique »¹¹ ..., il faut préciser que Bank of America finance l'Institut Montaigne et est la 4ème banque du monde avec 100 milliards de chiffres d'affaires.

Le nouveau directeur du site parisien de Bank of America n'est autre que **Bernard Mourad**, proche de Patrick Drahi (Altice) et de de Xavier Niel (Free), et surtout ami de Emmanuel Macron. Celui-ci était chargé de la collecte des fonds pour LREM lors de la campagne des présidentielles de 2017¹². Il connaît Macron depuis Morgan Stanley au moment où Macron travaillait pour la banque Rostchlid. MS est une banque américaine, la partie investissement (affaires) de JpmorganChase, la première banque du monde. Parmi les financeurs de la campagne de LREM on retrouve une concentration importante des financements sur un petit nombre de financeurs,

¹¹Philippe Jacqué et Cédric Pietralunga, « David Azéma, de la banque d'affaires de l'État à Bank of America », *Le Monde*, 14 juillet 2014

¹²« Frères d'armes, Bernard Mourad, le banquier qui n'épargne rien à Emmanuel Macron », Vanity Fair, 22 Novembre 2018

« Environ 800 personnes ont financé la moitié de la campagne Macron » selon une enquête de France culture. ¹³

- Ni de droite ni de gauche ? Quand fleur Pellerin investit dans le Bitcoin

IM et Birgorne aime à dire que l'IM « n'est ni de droite ni de gauche », car constitués de personnalités de droite et de gauche. Quelques lignes de leurs préconisations suffisent à comprendre le contraire à savoir d'une droite très libérale. Cependant force est de constater que des personnes étiquetées à gauche ont été charmés par le libéralisme...et l'argent qui va avec !! Fleur pellerin, ex-ministre de la culture, membre du comité directeur d'IM est un bon exemple, elle représente une caution de gauche. Fleur Pellerin fonde une société de fonds d'investissements en 2016 « korelya capital » spécialisée dans la levée fonds et dans le bitcoin. Fleur pellerin est aujourd'hui soupçonnée de prise d'intérêts illégale selon l'Express et aurait abusé de sa fonction de ministre pour faire des affaires¹⁴. Autre caution de de gauche olivier Duhamel avocat, professeur à la Sorbonne, ancien membre du parti socialiste proche de Moscovici, président du siècle, collaborateur de Sarkozy, et présent à la Rotonde lors de la Victoire d'EM aux présidentielles...Voilà ce que l'on trouve de plus à gauche au sein du comité directeur de l'IM.

- Au rayon des chaises tournantes du comité directeur de l'IM ...

Marguerite Bérard-Andrieu vient d'être nommée directrice pour la banque de Détail de BNP Paribas ; elle a été conseillère à l'Élysée sous Nicolas Sarkozy sur les questions sociales, puis directrice de cabinet de Xavier Bertrand au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé en 2010. Elle est diplômée de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris issue de la même promotion qu'Emmanuel Macron, la promotion senghor. Elle fut inspectrice des finances tout comme lui et bien d'autres de ses camarades.

Jean pierre clamadiou après avoir été président du comité exécutif de Solvay, leader de la chimie mondiale, il vient comme par magie d'être nommé...par Emmanuel Macron comme PDG de Engie selon BFM TV ¹⁵

Notons enfin Emmanuelle Barbara membre de Auguste Debouzy un des plus puissants cabinet d'avocat français travaille en partenariat avec Havas...Havas avec qui Muriel Pénicaud a passé un contrat avec son entreprise Business France, lors de l'organisation de la French Tech à La Vegas pour le ministère de l'économie avant qu'elle ne devienne ministre du travail. « La justice reproche à Business France d'avoir directement mandaté Havas, sans recourir à une mise en concurrence pourtant prévue par le code des marchés publics pour de telles sommes (300 000 €). »¹⁶ Muriel pénicaud est aussi à l'origine des décrets de la loi travail qui limitent les indemnités de licenciement des salariés. A havas on retrouve ismael Emelien conseiller spéciale d'EM. Havas, 1ère entreprise de communication de France est bien sûr un des financeurs de l'IM.

13« La moitié de la campagne d'Emmanuel Macron financée par des grands donateurs", France culture , 3 mai 2019

14 « Fleur Pellerin soupçonnée de "prise illégale d'intérêt" », l'Express, décembre 2018

15 « L'ombre de l'Élysée, méfiant et agacé par l'activisme d'Isabelle Kocher, plane lourdement sur le choix de Jean-Pierre Clamadiou. « Jean-Pierre Clamadiou nommé président d'Engie: un désaveu pour Isabelle Kocher « BFM TV, 16 février 2018

16 « Muriel Pénicaud. Business France : pourquoi la justice interroge la ministre du Travail » ouest france, 22 mai 2018

ANNEXE 1 : Le comité directeur de L'institut Montaigne

L'ÉQUIPE

LE COMITÉ DIRECTEUR

Un organe décisionnel composé de personnalités aux profils politiques et professionnels variés, le Comité directeur, s'assure de la cohérence des publications et de la qualité scientifique et éditoriale des travaux.



VICE-PRÉSIDENT DE L'INSTITUT MONTAIGNE ET ASSOCIÉ CHEZ WEINBERG PERELLA PARTNERS



SENIOR PARTNER - AUGUST DEBOZY



PRÉSIDENT D'HONNEUR, FONDATEUR



Andrieu
DIRECTEUR DU PÔLE BANQUE DE DÉTAIL EN FRANCE, BNP PARIBAS

Le site utilise des cookies pour vous offrir le meilleur service. En poursuivant votre navigation, vous acceptez l'utilisation des cookies. [En savoir plus](#)



Henri de Castries
PRÉSIDENT DE L'INSTITUT MONTAIGNE



Jean-Pierre Clamadieu
PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF SOLVAY



Olivier Duhamel
PRÉSIDENT DE LA FNSP (SCIENCESPO) - CONTRIBUTEUR SUR LES QUESTIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES



Marwan Lahoud
ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL, AIRBUS



Fleur Pellerin
FONDATRICE ET CEO DE KORELYA CAPITAL, ANCIENNE MINISTRE



Natalie Rastoin
PRÉSIDENTE, OGLVY ONE



René Ricol
TRÉSORIER ET ASSOCIÉ FONDATEUR DE RICOL LASTEYRIE CORPORATE FINANCE



Jean-Dominique Senard
VICE-PRÉSIDENT DE L'INSTITUT MONTAIGNE (EN CONGÉ) ET PRÉSIDENT DE RENAULT



Arnaud Vaissié
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL, INTERNATIONAL SOS



Florence Verzelen
DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE, DASSAULT SYSTÈMES



Philippe Wahl
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL, GROUPE LA POSTE

Annexe 2 le Comité directeur d'Agir pour l'école ainsi que ses financeurs

CONSEILLER

CHRISTIAN FORESTIER

Ancien recteur, ancien administrateur général du CNAM

LE COMITÉ DIRECTEUR

LAURENT BIGORGNE

Président, directeur de l'Institut Montaigne

SOPHIE BENTEGEAT

Directrice de la Direction des patients, des usagers et des associations de l'AP-HP

CHRISTOPHE TASSART

Adjoint au sous-directeur des affaires financières, Ministère des affaires sociales et de la santé

CLAUDE BÉBÉAR

Président d'honneur du groupe AXA

FRANÇOISE COLLOC'H

Ancienne membre du Conseil économique, social et environnemental

MATTHIEU COURTECUISSÉ

Président-Directeur Général de SIA Partners.

LES PARTENAIRES

Financé par des fonds publics et privés, Agir pour l'école remercie les partenaires et les mécènes qui soutiennent son action



Annexe 3 : Retour une soirée exceptionnelle, JM Blanquer invité à AXA Research Fund

AXA Research Fund ACCUEIL MEDIA GALERIE PROJETS SOUTENUS FINANCEMENTS A PROPOS EN FR

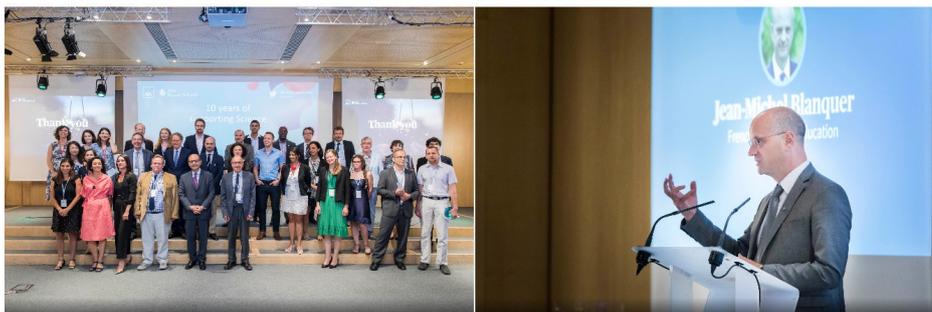
AXA RESEARCH FUND : 10 ANS DE SOUTIEN À LA SCIENCE

Retour sur une soirée exceptionnelle

BANNIÈRE COOKIES
En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour réaliser des statistiques de visites.

rassemblé des collaborateurs d'AXA, des médias et des membres du gouvernement tels que Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation. Cet événement a célébré les réalisations de l'initiative de mécénat d'AXA, qui a consacré **180 millions d'euros à 563 projets de recherche** de scientifiques de **58 nationalités dans 35 pays**. Cette soirée a également été l'occasion pour Thomas Buberl, Directeur Général d'AXA, d'annoncer une **dotation supplémentaire de 50 millions d'euros** pour les 5 ans à venir.

AXA Research Fund a annoncé le soutien de 39 nouveaux projets et le lancement, cette année, de deux appels à projets spécifiques sur la **transition énergétique** et la **santé des femmes**. Dans le prolongement de sa mission d'accompagnement des chercheurs dans la valorisation de leurs connaissances, AXA Research Fund lance une campagne de communication grand public le 9 juillet en France pour mieux faire notre action dans les domaines de recherche que nous soutenons.



Ne manquez pas nos publications, inscrivez vous à notre newsletter

Soyez informés de nos derniers articles, contenus et projets soutenus.

"L'école de demain", le programme libéral pour l'École

La droite a-t-elle enfin trouvé son programme pour l'école ? A côté des petites phrases dérisoires des candidats à la primaire, c'est un véritable programme pour l'Éducation nationale que propose le nouveau livre de Jean-Michel Blanquer. Présenté comme "équilibré", "fondé sur la science" et même soucieux de ne pas perturber le système actuel, le programme que dessine "L'école de demain" est une véritable rupture avec l'école qui s'est construite ces dernières années.

Un programme prétendument modéré

Jean-Michel
Blanquer

**L'École
de demain**

Propositions pour
une Éducation nationale renouvelée



Si l'on en croit Jean-Michel Blanquer, c'est un "modèle éducatif équilibré, mélange réussi de tradition et de modernité, d'épanouissement et de rigueur" que propose "L'école de demain", arbitré uniquement par les acquis scientifiques, par "ce que nous enseigne l'expérience" et "ce que nous enseigne la science". Pourtant, en 150 pages, l'ouvrage redessine tout le système éducatif de la maternelle au lycée, en redistribuant les moyens, les pouvoirs et les attributions des différents corps. C'est en réalité une révolution dans l'École que promet Jean-Michel Blanquer.

L'ouvrage repose sur deux forces. La première c'est l'auteur lui-même. Jean-Michel Blanquer connaît l'École. Il a été recteur, directeur adjoint du cabinet de G de Robien et directeur de la Dgesc, la division la plus importante du ministère en charge de l'enseignement scolaire, de 2009 à 2012. Il a laissé au ministère nombre de fidèles et d'idées et son influence y est toujours grande.

Alors que les candidats de la droite balancent des petites phrases dont on ne peut même pas imaginer la réalisation (l'examen d'entrée en Ce1, le salut au drapeau, l'examen d'entrée en 6ème etc.), Jean Michel Blanquer avance un programme qui est présenté comme modéré et qui surtout correspond à des modes de pensée déjà présents au ministère.

Le pilotage par la science...

L'ouvrage se présente aussi comme une application des découvertes "scientifiques" en éducation. Ce que propose l'ouvrage ce ne sont pas les idées de JM Blanquer mais "ce que la science apprend". L'ouvrage s'appuie sur une bibliographie largement anglo-saxonne et, pour sa partie française, très orientée, qui semble appuyer les préconisations de l'auteur. Il se situe ainsi dans le courant de "l'éducation par la preuve" qui commence à perdre pied outre Atlantique mais qui aborde maintenant l'école française. Ce courant justifie un cadrage pédagogique précis des enseignants et le recours systématique à l'évaluation.

JM Blanquer met ainsi en avant les évaluations en Ce1 et Cm2 qu'il avait imposées quand il était directeur de la Dgesc. On sait maintenant que l'idée venait de N Sarkozy lui-même qui souhaitait ainsi évaluer les enseignants. JM Blanquer continue à estimer ces évaluations scientifiques, ce qui a été fort contesté à l'époque par la Depp d'abord, puis par le HCE. On comprend que JM Blanquer tienne à ce dispositif. Mais en lui attribuant un caractère "scientifique", il atténue fortement la portée scientifique de ses autres affirmations.

De fait, l'ouvrage ne détaille pas les modèles pédagogiques qu'il veut imposer. Mais comme l'ouvrage se présente, en page 13, comme réalisé avec l'Institut Montaigne, on peut quand même rappeler que ses recommandations sont loin de faire l'unanimité. Ainsi le dispositif "Agir pour l'École" a été évalué positivement par une étude commandée par Agir pour l'école. Mais ses résultats sont rejetés par des spécialistes reconnus.

A noter que JM Blanquer propose de réduire fortement (de moitié) les effectifs élèves en éducation prioritaire et en maternelle. Une proposition qu'il a pourtant combattue au cabinet de G de Robien quand celui-ci a censuré une étude de Valdenaire et Piketty reposant sur les résultats constatés dans les classes de l'éducation prioritaire à petits effectifs.

Les quatre principes du livre

Si l'ouvrage consacre un chapitre à chaque niveau de l'École, un autre sur les enseignants et un dernier sur le système éducatif, quatre grands principes s'en dégagent.

Le premier principe c'est **l'autorité**. JM Blanquer veut cadrer les pratiques pédagogiques dans l'éducation nationale. Et pour que cela soit possible il souhaite renforcer les pouvoirs des chefs d'établissement et des directeurs d'école, qui deviendraient les supérieurs hiérarchiques des enseignants. Les enseignants seraient recrutés sur profil et évalués par les seuls chefs d'établissement, à l'image de ce qu'avait institué le décret Chatel en 2012 (annulé ensuite par V Peillon). Les inspecteurs disparaîtraient, fondus dans un corps unique avec les chefs d'établissement (ce qui est une revendication de certains syndicats) et vaguement associés comme "experts disciplinaires" au contrôle des enseignants.

Le second principe c'est **l'autonomie** des établissements, c'est-à-dire en fait des chefs d'établissement. Outre le pouvoir sur le personnel, ils auraient une large liberté pour affecter la dotation horaire entre les disciplines.

Troisième principe : **les fondamentaux**, réduits par JM Blanquer aux seuls français et maths. Au primaire, ces deux disciplines représenteraient 20h / 26 h d'enseignement (actuellement il y a 24h d'enseignement). Dans le secondaire, elles représenteraient 10 heures hebdomadaires au minimum.

Le quatrième principe en découle : c'est **la hiérarchisation**. Sous prétexte "d'intelligences multiples", pourtant peu développées au primaire, le nouveau "collège commun" préparerait des parcours spécifiques pour les élèves. Ceux-ci seraient réunis en "groupes de compétences", une formule qui pourrait bien se réduire à des groupes de niveau dont on sait bien qu'ils empêchent la progression des plus faibles. Ce tri précoce des élèves aboutirait pour une partie d'entre eux à une voie professionnelle débouchant sur l'entrée dans la vie active. Finie la poursuite d'études supérieures pour les bacheliers professionnels. Les lycées professionnels seraient confiés aux régions et adaptés aux "besoins économiques territoriaux".

Un aspect de cette hiérarchisation est la mise en concurrence des établissements. Si les résultats des lycées sont publiés depuis des années, on a vu récemment ceux des collèges connaître le même sort à travers les résultats du brevet. JM Blanquer irait encore plus loin en publiant les résultats des écoles primaires. On accélérerait ainsi l'éclatement du système éducatif avec tous les effets de relégation que l'on connaît actuellement dans le secondaire.

On aura retrouvé dans ces 4 principes ce qui fait convergence entre les candidats à la primaire de la droite. La personnalité de l'auteur, son parcours, le soutien de l'Institut Montaigne, ses appuis au sein du ministère font de JM Blanquer un ministre potentiel et de son ouvrage un livre programme pour un président soucieux de réduire le budget de l'Éducation nationale et de mettre au pas la machine éducative.

Education : le libéral Institut Montaigne, maître à penser de Macron

Par [Ismaël Halissat](#) — 7 juin 2017 à 20:26



En navigant sur ce site, vous acceptez nos CGU et l'utilisation de cookies afin de réaliser des statistiques d'audiences et vous permettez de partager des contenus sur des réseaux sociaux ainsi que des services et offres adaptés à vos centres d'intérêts. [Paramétrer les cookies...](#)



Passation de pouvoir rue de Grenelle, le 17 mai. Photo Guillaume Binet. Myop pour Libération

Le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, est un fidèle de ce think tank proche du CAC 40 et très influent pendant la campagne du nouveau président.

Education : le libéral Institut Montaigne, maître à penser de Macron

Au jeu des pronostics politiques, Laurent Bigorgne était bien coté pour devenir ministre. Cet agrégé d'histoire de 42 ans, spécialiste de l'éducation, est à la tête de l'Institut Montaigne, un think tank proche du patronat. Pendant la campagne, il a discrètement modelé une partie du programme de son « ami » Emmanuel Macron en jonglant pendant plusieurs mois entre un rôle de conseiller officieux et son poste à « Montaigne ». Et une fois élu, le nouveau président de la République a choisi pour le ministère de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, un vieux compagnon de route de l'Institut Montaigne. C'est une nomination au goût de victoire pour lui et une boutique qui a toujours défendu un courant libéral de l'enseignement.

Cela fait déjà plusieurs années que Laurent Bigorgne souffle des idées à l'oreille d'Emmanuel Macron. Il avait pris l'habitude de lui rendre visite à l'Élysée, quand ce dernier était encore le secrétaire général adjoint du président Hollande. Les deux hommes s'étaient rencontrés par l'entremise de Richard Descoings, illustre et décrié directeur de Sciences-Po, mort en 2012. Quand une petite équipe s'active autour de Macron début 2016, Bigorgne participe aux réunions. « Avant le lancement officiel du mouvement, quelques personnes avaient pris l'habitude de se rencontrer assez fréquemment. On devait être une dizaine, on discutait, de fil en aiguille ce petit groupe s'est consolidé », détaille le directeur de l'Institut Montaigne.

« Structure apolitique »

Ce think tank fondé en 2000 par Claude Bébear, longtemps PDG d'Axat et figure tutélaire du patronat français, a la vocation « d'élaborer des propositions concrètes dans les domaines de l'action publique, de la cohésion sociale, de la compétitivité et des finances publiques ». L'Institut Montaigne et sa quinzaine de salariés sont financés quasi intégralement grâce aux adhésions d'une centaine d'entreprises, dont plusieurs sont membres du CAC 40. Avec une limite : une société ne peut pas apporter plus de 2 % du budget total. Pourtant réputé comme proche de la droite, l'organisme se réclame « indépendant » des partis. C'est Bébear qui recrutera Laurent Bigorgne et le placera directeur des études en 2009. L'année suivante, il deviendra directeur général.

En s'engageant avec En marche, Laurent Bigorgne a surtout joué avec le feu. Lorsque *Mediapart* révèle que l'association du parti est hébergée à son domicile privé, il doit organiser à la hâte un déjeuner avec l'équipe du think tank pour expliquer sa démarche. « Il nous a dit qu'il avait compris l'avertissement et qu'il allait prendre ses distances avec Emmanuel Macron », se rappelle un collaborateur. Claude Bébear, dont il est proche, le rappelle à l'ordre. Il confie : « Quand j'ai créé l'Institut Montaigne, j'ai édicté le principe d'une structure apolitique et si on ne respecte pas ça, on tue l'Institut. » A la même période, Emmanuel Macron va proposer à Laurent Bigorgne de devenir délégué général de son nouveau parti. Une offre qu'il décline mais continue de s'investir « sur son temps privé » dans la campagne présidentielle. La lecture des nombreux échanges contenus dans les *MacronLeaks* permet de saisir son influence. Un mois après le lancement d'En marche, il rédige par exemple une ébauche de lettre où Macron s'exprime à la première personne pour rappeler les fondamentaux de son mouvement politique. Il participe également aux réunions stratégiques et file un coup de main pour la levée de fonds en incitant quelques proches à contribuer.

« Veux-tu en être ? »

Mais le directeur de l'Institut Montaigne est surtout sollicité pour piloter les questions liées à l'éducation, à l'enseignement supérieur et à la recherche. C'est lui qui prépare l'argumentaire du discours que prononce Macron devant la Conférence des présidents d'université, au lendemain de sa démission du ministère de l'Économie à la fin de l'été. Lors d'une conversation en octobre, Laurent Bigorgne demande un retour critique sur les premières grandes orientations du programme de Macron en matière d'éducation à Gilles de Margerie, assureur nommé directeur de cabinet au ministère de la Santé. S'en suit une discussion où Bigorgne expose sa stratégie pour préparer le terrain en cas de victoire : « Il faut pouvoir discuter avec le Snes et le SNUIPP, l'Unsa et la CFDT... sans en attendre beaucoup. C'est un milieu où les archéos pèsent beaucoup et ils ne veulent aucun vrai changement. » Avant de rassurer son interlocuteur : « On a déjà pas mal de relais dans l'administration centrale. » Puis l'invite : « Je vais lancer un premier gpe éducatif, veux-tu en être ? » Des échanges de moins en moins fréquents à partir de 2017. « Je prends la décision de laisser la caravane partir », raconte Bigorgne dont les idées ont déjà bien infusé dans la campagne d'Emmanuel Macron. Et d'expliquer : « J'étais convaincu que s'ils allaient au bout, il y aurait Jean-Michel Blanquer, un type que je considérais comme celui qui deviendrait

Le mot du jour Bilderberg



où l'on ne
te pas les bébés qui
it

8/29

Comment
contre la p
plastique c

10/29

Bienvenue dans l'édition du soir.
Découvrez nos autres numéros en cliquant sur cette icône



ACTUALITÉ

Plusieurs personnes, comptant parmi les plus influentes du monde occidental, se retrouvent ce week-end à Turin, en Italie, à l'occasion de la réunion annuelle du club Bilderberg. Un rendez-vous discret entre politiques, financiers et personnalités universitaires ou des médias, qui alimente les fantasmes complotistes. Ces importants personnages y débattent et confrontent leur vision du monde... loin des micros.

Pourquoi on en parle ?

Le club Bilderberg tient sa réunion annuelle ce week-end, à partir de ce jeudi. Pendant trois jours, quelques-unes des personnalités les plus influentes du monde occidental vont se retrouver à Turin, en Italie, pour la 66e édition de cette réunion.

Le fait que les discussions restent secrètes et que des personnes issues des mondes politique, des médias ou des affaires s'y mélangent, alimente régulièrement des thèses complotistes. La première réunion du club a été organisée en 1954 à l'hôtel De Bilderberg, à Oosterbeek, aux Pays-Bas.

Qui participe au club Bilderberg ?



Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer fait partie de la liste des invités cette année. (Photo : Gérard Julien / AFP)

Chaque année, environ 130 personnes s'y rencontrent : experts militaires, politiques, industriels, chercheurs, financiers... sans conjoint, assistant ni garde du corps et uniquement sur invitation. Environ deux tiers des participants sont européens, un tiers viennent d'Amérique du Nord, selon le site officiel, qui a publié la liste des invités cette année.

Sous l'égide du président du comité de direction, le Français Henri de Castries (ex-PDG du groupe d'assurances Axa), des invités de 23 pays seront présents. Entre autres, ses compatriotes Jean-Michel Blanquer (ministre de l'Éducation), Bernard Cazeneuve (ancien Premier ministre), Bernard Emié, directeur de la DGSE (les « services secrets » français à l'étranger), Audrey Azoulay (ex-ministre de la Culture, actuelle directrice générale de l'Unesco) ou encore Bruno Patino, directeur éditorial d'Arte.

Parmi les étrangers, on retrouve le Premier ministre belge, le président d'Airbus, ou encore des professeurs d'histoire et de relations politiques dans des universités prestigieuses. Emmanuel

Remaniement : Une ex-Axa au gouvernement

NICOLAS THOUET | 01/04/2019 à 16h09

AXA

GOUVERNEMENT

in

twitter

f

✉

0



twitter

Amélie de Montchalin, nouvelle secrétaire d'Etat aux Affaires européennes.

A 33 ans, Amélie de Montchalin – ancienne responsable de la prospective et des politiques publiques au sein du groupe Axa – vient d'être nommée secrétaire d'Etat aux affaires européennes.

En juin 2017, elle avait été élue **députée de l'Essonne de la République en marche (LREM)**. Moins de deux ans plus tard, **Amélie de Montchalin** fait son entrée au gouvernement. Ce 31 mars, elle a été nommée secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, en remplacement de **Nathalie Loiseau**, devenue tête de liste LREM pour les élections européennes.

Maitrise des sujets financiers

« J'ai suivi une formation d'économiste en France et aux Etats-Unis avant de devenir cadre supérieure dans une compagnie d'assurances française », [explique-t-elle sur son site internet](#). Diplômée d'HEC en 2005, Amélie de Montchalin complète son parcours scolaire par une **licence en économie** et en **histoire**. Elle obtient également un master en administration publique à la **Harvard Kennedy School** aux Etats-Unis, avant de débiter sa carrière chez **Axa Private Equity** au Chili.

Après un passage au sein du fonds d'investissement **Exane** en tant qu'économiste, elle devient ensuite **directrice de la prospective** et du suivi des politiques publiques d'**Axa** de 2014 à 2017. « *Mon métier m'a permis de suivre depuis 2009 les politiques publiques liées à la transition climatique, la révolution numérique et la réforme du système financier. Sur ces sujets, mon rôle a été de créer des ponts entre le monde de l'entreprise et les décideurs publics afin de définir des stratégies d'entreprise en phase avec les attentes sociales et faire émerger des politiques publiques innovantes et efficaces* », ajoute-t-elle dans sa biographie.

En charge du dossier Brexit

Après avoir soutenu **Alain Juppé** à la primaire LR, celle qui se décrit comme « *énergique et engagée* » choisit de rejoindre En Marche en janvier 2017. On connaît la suite. Désignée en juillet 2017 **chef de file des commissaires LREM** aux Finances, Amélie de Montchalin a été - entre autres - rapporteur du **projet de loi de finances 2018**. En entrant au sein du gouvernement d'**Edouard Philippe**, elle sera désormais en charge du dossier **Brexit**.

in

twitter

f

✉

0

TESTEZ L'ARGUS DE L'ASSURANCE EN MODE ABONNÉ /

Gratuit et sans engagement pendant 15 jours

JE TESTE

LE MAGAZINE /

ÉDITION DU 19 AVRIL 2019



JE CONSULTE



La mission d'Essilor France : s'engager au service de la vue de chaque Français

PUBLI-RÉDACTIONNEL



MarkLogic : la plateforme nouvelle génération qui séduit les assureurs

PUBLI-RÉDACTIONNEL

VOUS AIMEREZ AUSSI /



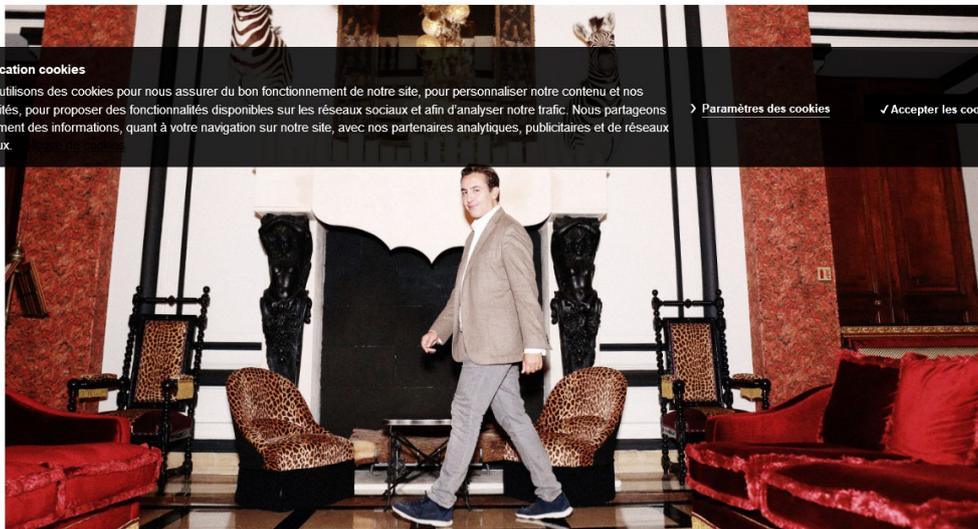
POUVOIR | BUSINESS

Mis à jour le 21/03/2019 | Publié le 22/11/2018

Frères d'armes Bernard Mourad, le banquier qui n'épargne rien à Emmanuel Macron

Notification cookies

Nous utilisons des cookies pour nous assurer du bon fonctionnement de notre site, pour personnaliser notre contenu et nos publicités, pour proposer des fonctionnalités disponibles sur les réseaux sociaux et afin d'analyser notre trafic. Nous partageons également des informations, quant à votre navigation sur notre site, avec nos partenaires analytiques, publicitaires et de réseaux sociaux.

[> Paramètres des cookies](#)
[✓ Accepter les cookies](#)


Bernard Mourad photographié pour *Vanity Fair* en octobre 2018 dans le hall de l'hôtel Saint-James à Paris.

© Marie Planelle

Il appelle Emmanuel Macron « mon lapin », le bombarde de « forza » par SMS quand il ne l'exhorte pas à changer de politique. Bernard Mourad, le nouveau patron de Bank of America en France, est l'un des derniers qui osent parler « cash » au chef de l'État. Il s'en explique avec SOPHIE DES DÉSERTS.



Ses messages replongent le président au bon vieux temps de l'insouciance. Ils sont pleins de blagues, de smileys, de petits mots tendres, des « forza », des « tiens bon, mon lapin », « love u » et d'autres, plus acerbes, sur la politique fiscale, l'affaire Benalla, le remaniement... Ça mitraille sur la messagerie chiffrée Telegram, au cœur de la nuit, d'un conseil des ministres, d'une visite à l'étranger, comme récemment en Arménie, lors du Sommet sur la francophonie. « Voilà le seul mec qui m'insulte encore », a soufflé Emmanuel Macron sur les hauteurs d'Erevan. Brigitte et quelques proches collaborateurs ont saisi, avant même qu'il n'ajoute, attendri : « C'est Bernard... »

Bernard Mourad, son vieil ami banquier, le plus atypique, le plus littéraire, le plus libre, le seul qu'il n'ait pas embarqué à l'Élysée malgré son dévouement durant la campagne, celui qui continue à lui dire ses quatre vérités même si elles font mal. Jusqu'ici, le fidèle n'avait jamais parlé. Il laissait à d'autres, communicants et consultants en tous genres, le soin de se prévaloir de l'amitié présidentielle. Lui n'en fait pas un business. Sa fortune, son influence ne sont pas nées en Macronie. Il connaît depuis longtemps le Tout-Paris, les papes de la finance, les journalistes, les héritiers tel Yannick Bolloré, et les jeunes quadras en vue comme ses copains Léa Salamé ou David Foenninos, les vieux crocodiles, Bernard Tapie, DSK, Jean-Marie Messier, et les seigneurs des télécoms Xavier Niel et surtout Patrick Drahi qu'il appelle « Patoche » après avoir tant appris sous son aile. Dans le nouveau monde de la « start-up nation », on dirait que Mourad n'est pas un « nobody ». Simplement, à 43 ans, il lui tient à cœur de livrer sa vérité, par fidélité au chef de l'État, par égard pour leur engagement politique, leurs idéaux de jeunesse. Il a d'ailleurs pris soin de l'informer de notre entretien et obtenu son accord. « La perception du personnage Macron est en décalage total avec celui que je connais depuis dix ans, se désole le banquier. Jamais je n'aurais imaginé qu'on en serait là dix-huit mois après la victoire. » Il a fait partie du premier cercle dans la conquête du pouvoir. Aujourd'hui, il est peut-être temps de raconter cette histoire, de faire le bilan, de cautériser les plaies de la campagne. « J'en ai pris plein la gueule. C'est ainsi. Pas de regret. J'espère simplement que le gouvernement tiendra ses promesses. Sinon, nous assisterons, démunis, à la victoire des populistes qui montent partout en Europe. » Bernard Mourad noie ses angoisses dans de larges tasses de déca commandées à la chaîne au bar du Saint-James. Là, dans cet élégant palace de la porte Dauphine, entre les Chesterfield et la terrasse ombragée, il est chez lui : jean, baskets, pull camionneur, indifférent aux costumes pincés attablés tout autour. Il baïlle, s'étire, gueule de poupon intoxiqué à la cigarette, barbe de trois jours, yeux d'écureuil, et cette voix douce, lente, presque nonchalante. Ne pas se fier aux apparences. Le géant **Bank of America-Merrill Lynch** vient de le nommer à la direction de son siège parisien, bientôt renforcé par deux cents traders et commerciaux, rapatriés de la City en raison du Brexit. Ses nouveaux bureaux, 10 000 m² somptueux rue de La Boétie, à deux pas des Champs-Élysées, ont été négociés entre le dirigeant de la banque américaine et le ministre de l'économie, **Bruno Le Maire**. De gros dossiers l'attendent, à commencer par la privatisation d'ADP, anciennement Aéroports de Paris, opération pour laquelle Bank of America conseille l'État français ; les défis sont nombreux. « Oui, c'est challenging », lâche-t-il, dans son langage managérial, en sirotant, après la caféine, un jus de citron. Il n'a pas l'air inquiet, ni spécialement excité de retrouver ses chaussons de banquier d'affaires.